



FICHE TECHNIQUE · 2026

Analyse des opportunités d'investissement et d'entrepreneuriat en Colombie pour les acteurs francophones : tendances, cadre légal et écosystème de soutien

Édition 2026, données arrêtées en octobre 2026. Les montants exprimés en pesos sont indexés sur le salaire minimum 2026 et changent chaque année au 1er janvier.

I. Résumé exécutif : un aperçu des dynamiques d'investissement et des opportunités clés

Le présent rapport analyse le paysage des opportunités d'investissement et d'entrepreneuriat en Colombie, en mettant l'accent sur les dynamiques économiques récentes, les secteurs de croissance stratégiques, le cadre juridique pour la création d'entreprise et les aides concrètes disponibles pour les investisseurs étrangers. L'économie colombienne se trouve dans une phase de transition majeure, s'éloignant progressivement de sa dépendance historique aux secteurs extractifs pour embrasser l'innovation, les services et la durabilité.

Après un creux à 1,5 % en 2024, la croissance a atteint 2,6 % en 2025 ^{[1][2]}. Le premier semestre 2026 confirme la reprise avec +2,9 % ^[5], et les institutions nationales et internationales anticipent entre 2,2 % et 2,6 % pour l'ensemble de l'année 2026 ^{[3][4]}. Les investissements directs étrangers (IDE) ont reculé en 2025 pour la troisième année consécutive, mais leur composition a profondément changé : les services financiers et aux entreprises sont devenus le premier secteur récepteur, devant le pétrole et les mines ^{[6][7]}. Les IDE rebondissent par ailleurs de 31 % au premier semestre 2026 ^[8].

Les secteurs les plus prometteurs pour les nouveaux investisseurs sont ceux qui s'alignent avec les politiques nationales de transition, notamment la bioéconomie et les énergies renouvelables, ainsi que l'écosystème technologique et les industries créatives. Pour les entrepreneurs étrangers, la création d'entreprise est rendue accessible grâce à des structures juridiques souples comme la Société par Actions Simplifiée (SAS), qui ne requiert qu'un seul actionnaire et offre une responsabilité limitée. Le

rapport détaille les démarches administratives, y compris les exigences de capital pour l'obtention du visa de migrant (M) en tant qu'associé, actualisées avec le salaire minimum 2026.

Enfin, l'écosystème de soutien en Colombie est particulièrement robuste. Il se compose d'incitations fiscales (régimes spéciaux, zones franches, loi sur les énergies renouvelables), de programmes d'accompagnement (incubateurs, accélérateurs, fonds internationaux) et de réseaux bilatéraux franco-colombiens bien établis. La convergence de ces facteurs positionne la Colombie comme une destination d'investissement stratégique en Amérique latine, dans un contexte macroéconomique qui reste exigeant.

II. Contexte économique et tendances des investissements directs étrangers (IDE)

Aperçu macroéconomique et croissance

La Colombie a traversé des phases de croissance économique marquées par une forte volatilité au cours des dernières années. Après une chute spectaculaire des IDE en 2020 due à la pandémie, l'économie a rebondi de manière significative en 2022 avec une croissance de 7,3 % du PIB. Elle a ensuite fortement ralenti : 0,8 % en 2023, puis 1,5 % en 2024 ^[2]. Ce fléchissement est attribué à un environnement économique mondial incertain, à une demande intérieure modérée et à des taux d'intérêt élevés mis en place pour maîtriser l'inflation.

L'année 2025 marque une reprise : selon le DANE, le PIB a progressé de 2,6 %, porté par le commerce, le transport et l'hôtellerie (+4,6 %) et par l'administration publique, l'éducation et la santé (+4,5 %), tandis que les mines (-6,2 %) et la construction (-2,8 %) ont reculé ^[1]. En 2026, l'activité accélère : +2,2 % au premier trimestre et +3,5 % au deuxième, soit +2,9 % sur le semestre ^[5].

Projections de croissance pour 2026

Institution	Date de la prévision	Croissance 2026	Croissance 2027
FMI	Octobre 2026	2,2 %	2,3 %
Banque mondiale	Octobre 2026	2,3 %	2,6 %
OCDE	Juin 2026	2,4 %	2,1 %
Banco de la República	Juillet 2026	2,5 %	1,9 %
Ministère des Finances (MFMP)	Juin 2026	2,6 %	2,2 %

Sources : ^[2]^[3]^[4]. Le premier semestre 2026 (+2,9 %) dépassant toutes les prévisions annuelles, les institutions anticipent un second semestre plus lent.

Contexte 2026 à connaître pour un investisseur. Abelardo de la Espriella a remporté le second tour de l'élection présidentielle du 21 juin 2026, avec moins d'un point d'avance, l'écart le plus serré de l'histoire du pays, et a pris ses fonctions le 7 août 2026 ^[12]. L'inflation atteint 6,24 % en septembre 2026, au-dessus de la cible de 3 %, et le taux directeur de la Banque de la République s'établit à 12,25 % ^[10]. En avril 2026, l'agence S&P a abaissé la note souveraine de la Colombie à BB-, en invoquant un déficit du gouvernement central de 6,4 % du PIB en 2025 ^[11]. Conséquence concrète pour un entrepreneur étranger : le crédit local est cher, et il est généralement préférable d'apporter ses fonds propres depuis l'étranger.

Le ralentissement des dernières années ne doit pas être interprété comme un signe de perte d'attractivité générale, mais plutôt comme le reflet d'une mutation de l'économie. La dépendance historique aux secteurs extractifs a exposé le pays à des chocs externes et internes. La diversification des sources de richesse, en se tournant vers les services, les industries durables et innovantes, est un mouvement de fond que confirment les flux d'IDE.

Analyse détaillée des flux d'IDE

En 2024, les IDE avaient déjà diminué, principalement en raison d'un désengagement des secteurs traditionnels. Des compagnies étrangères majeures, telles que Shell, BP, ConocoPhillips, Chevron et Repsol, avaient alors justifié leur départ par des volumes de gaz et de pétrole inférieurs aux attentes, l'insécurité dans certaines régions stratégiques et la lenteur des démarches administratives ^[9]. Entre 2019 et 2023, le secteur pétrolier avait représenté en moyenne 33 % des exportations et 14 % des IDE ^[9].

En 2025, selon la balance des paiements de la Banque de la République, la Colombie a reçu 11,469 milliards USD d'IDE, en baisse de 16,2 % par rapport à 2024 (13,684 milliards USD). C'est la troisième baisse annuelle consécutive, et le total se situe environ un tiers sous le pic de 2022 ^{[6][7]}. Ce tableau général masque toutefois une recomposition profonde : l'investissement minier s'est effondré, passant d'environ 3,4 milliards USD en 2023 à 0,16 milliard USD en 2024, tandis que les services financiers et aux entreprises sont devenus le premier secteur récepteur ^[7].

Le premier semestre 2026 marque un net rebond, avec 8,138 milliards USD d'IDE, en hausse de 31,1 % sur un an ^[8].

Répartition sectorielle des IDE en 2025

Secteur d'activité	Part des IDE 2025	Montant indicatif (Mds USD)
Services financiers et aux entreprises	32 %	3,6
Pétrole et mines	23 %	2,6
Industries manufacturières	15 %	1,7

Secteur d'activité	Part des IDE 2025	Montant indicatif (Mds USD)
Commerce et hôtellerie	10 %	1,1
Électricité	7 %	0,8
Transport et communications	6 %	0,7
Total des flux entrants 2025	100 %	11,469 (-16,2 % vs 2024)

Sources : Banque de la République, balance des paiements, via ^{[6][7]}. Montants indicatifs calculés à partir des parts publiées. Attention à ne pas confondre cette mesure avec la balance des changes, qui ne compte que les devises converties sur le marché des changes et reste dominée par le secteur extractif.

Ce tableau démontre que près de 77 % des IDE se dirigent désormais vers des secteurs non extractifs. Les opportunités pour l'entrepreneur étranger ne se trouvent pas dans la poursuite des modèles traditionnels, mais dans l'alignement sur les nouveaux moteurs de l'économie colombienne : services, technologie, tourisme et transition énergétique.

III. Secteurs d'opportunités stratégiques : le passage de la rente à la connaissance

La bioéconomie et les énergies renouvelables

La Colombie se positionne de manière unique en Amérique latine grâce à sa biodiversité exceptionnelle. Pays mégadivers, elle se classe au premier rang mondial pour les oiseaux (1 558 espèces) et les amphibiens, et au deuxième rang pour les plantes, avec plus de 31 000 espèces ^[13]. Cette richesse naturelle constitue le fondement de la stratégie nationale de développement de la bioéconomie, un secteur qui utilise les ressources biologiques renouvelables pour produire des biens de manière durable. La Mission de bioéconomie lancée en 2020 a fixé l'ambition de porter la contribution de la bioéconomie à 10 % du PIB d'ici 2030, avec la création de 2,5 millions d'emplois ^[14].

Le potentiel du pays est particulièrement manifeste dans le domaine des énergies renouvelables. L'irradiation solaire moyenne atteint environ 4,5 kWh/m² par jour au niveau national et près de 6 kWh/m² dans La Guajira, péninsule qui bénéficie aussi de vents parmi les plus puissants du continent, de classe 7 au large des côtes. La dynamique est avant tout solaire : la capacité installée a dépassé 4,5 GW en 2026, et le solaire représente l'essentiel des capacités ajoutées depuis 2022 ^[17]. L'enchère d'énergie ferme de mai 2026 a attribué 4 070 MW, dont 1 547 MW solaires et 246 MW éoliens ^[18]. Le principal frein reste le raccordement au réseau électrique, qui ralentit la mise en service des projets ^[17].

Le cadre réglementaire est particulièrement favorable. La loi 1715 de 2014, renforcée par la loi 2099 de 2021, offre aux projets d'énergies renouvelables certifiés par l'UPME :

- une déduction spéciale de 50 % de la valeur de l'investissement sur le revenu imposable, étalée sur 15 ans maximum et plafonnée à 50 % du revenu imposable de l'année ;
- l'exclusion de TVA sur les équipements et services liés au projet ;
- l'exonération de droits de douane sur les équipements importés ;
- un amortissement accéléré, jusqu'à 33,33 % par an.

Ces avantages sont garantis pendant trente ans à compter du 1er juillet 2021, soit jusqu'en 2051 ^[15], et l'UPME confirme en 2026 que le dispositif est en vigueur ^[16]. Selon ProColombia, le pays devrait par ailleurs figurer parmi les producteurs d'hydrogène vert les moins chers au monde, au quatrième rang à l'horizon 2050 ^[19].

Le développement de ce secteur n'est pas une simple mode, mais une stratégie de diversification à long terme qui s'appuie sur un avantage comparatif naturel. Pour un entrepreneur étranger, se lancer dans la bioéconomie ou les énergies renouvelables en Colombie permet de capitaliser sur des ressources naturelles exceptionnelles et de bénéficier d'un cadre réglementaire et d'un soutien institutionnel conçus pour favoriser ce type de projets.

L'écosystème technologique et les industries créatives

Le secteur des industries culturelles et créatives est devenu un moteur économique de premier plan. Selon le compte satellite du DANE, il représente 2,89 % du PIB en 2025, soit 47,8 billions de pesos, et plus de 820 000 emplois ^[20]. Ce périmètre englobe les arts visuels et du spectacle, la production audiovisuelle, le contenu numérique, l'édition et le design.

En parallèle, l'écosystème de startups confirme sa maturité. Le classement StartupBlink 2026 place la Colombie au deuxième rang d'Amérique latine, derrière le Brésil, et au 35e rang mondial, avec une croissance de 29,3 % sur un an. Au niveau des villes, Bogotá se classe troisième de la région et Medellín sixième ^[21]. Selon le KPMG Colombia Tech Report 2026, le pays compte 2 295 startups actives, dont 46 % dans la région de Bogotá-Cundinamarca et 30 % en Antioquia, autour de Medellín ^[22]. Ces startups ont levé 857 millions USD en 2025, contre 941 millions en 2024, ce qui place la Colombie au troisième rang régional en volume d'investissement. Le logiciel en mode SaaS dépasse désormais la fintech en nombre de jeunes pousses ^[22].

L'émergence d'entreprises devenues des références régionales démontre la capacité des startups colombiennes à se développer à l'international :

- **Rappi**, super-application de livraison, a réalisé la plus importante levée colombienne de 2025 (100 millions USD), affiche un EBITDA positif et prépare une introduction en bourse sans date arrêtée ^[24] ;
- **Yuno**, spécialiste de l'orchestration de paiements, a levé 45 millions USD en série B en août 2026 auprès notamment d'a16z et Kaszek ^[23] ;

- **Bold**, fintech de paiements pour commerçants, a levé 40 millions USD en 2025 ^[22] ;
- **Simetrik**, plateforme d'automatisation financière, a levé 30 millions USD en 2025 ^[22] ;
- **Habi**, plateforme immobilière, licorne depuis 2022.

Cette maturité de l'écosystème, combinée à la concentration des talents et des « hubs » d'innovation à Bogotá et Medellín, en fait un point d'entrée idéal pour les entrepreneurs étrangers qui cherchent à s'implanter dans un environnement dynamique et connecté.

Autres secteurs en croissance

Outre la bioéconomie et l'écosystème technologique, plusieurs autres secteurs présentent des opportunités significatives. Le commerce, le transport et l'hôtellerie ont été parmi les secteurs les plus dynamiques de l'économie en 2025, avec une croissance de 4,6 % ^[1], et le commerce et l'hôtellerie captent 10 % des IDE ^[6]. Ce dynamisme est soutenu par un intérêt croissant pour le tourisme durable et l'exploration de la richesse naturelle du pays.

L'agro-industrie reste également un pilier de l'économie colombienne, même si les salaires y sont souvent faibles et l'informalité élevée. Avec une frontière agricole d'environ 40 millions d'hectares, le pays offre un potentiel important pour le développement d'une agriculture durable et de projets de transformation alimentaire alignés sur les principes de la bioéconomie ^[26].

Enfin, les services financiers et aux entreprises sont devenus en 2025 le premier secteur récepteur d'IDE, avec 32 % du total ^{[6][7]}, ce qui témoigne de la confiance des capitaux étrangers dans la capacité d'innovation du système financier colombien.

IV. Guide des démarches pour créer une entreprise : une feuille de route pour les étrangers

Choisir la structure juridique : la SAS comme choix par défaut

La première étape pour tout entrepreneur étranger est de choisir la forme juridique de son entreprise. En Colombie, la **Société par Actions Simplifiée (SAS)**, introduite par la loi 1258 de 2008, est le choix le plus courant et le plus avantageux pour les petites et moyennes entreprises, y compris pour les étrangers ^[27].

Les principaux avantages de la SAS sont les suivants :

- **Actionnariat flexible** : une SAS peut être constituée par un seul actionnaire, personne physique ou morale, nationale ou étrangère. L'actionnaire n'a pas besoin de visa ni de résidence en Colombie pour créer la société.

- **Capital social** : aucun capital minimum n'est exigé par la loi. Le capital souscrit peut être libéré dans un délai de deux ans, un point important à anticiper si la société doit servir de support à une demande de visa.
- **Responsabilité limitée** : la responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leur apport, ce qui protège leur patrimoine personnel.
- **Simplicité administrative** : la structure de gestion est souple et ne requiert pas d'organes complexes comme un conseil d'administration.

L'immatriculation elle-même est rapide : quelques jours suffisent pour l'inscription à la Chambre de Commerce et l'obtention du RUT si le dossier est prêt. Pour un associé étranger, il faut en revanche compter plusieurs semaines avant d'avoir une société pleinement opérationnelle, en raison des apostilles et traductions, de l'ouverture du compte bancaire, de l'enregistrement de l'investissement étranger et de la mise en place de la facturation électronique ^[27].

Les étapes pratiques et les exigences

La création d'une entreprise en Colombie, bien que facilitée par la flexibilité de la SAS, requiert le respect de plusieurs étapes administratives incontournables :

1. **Définir l'entreprise** : il faut choisir un nom et vérifier sa disponibilité auprès du registre des entreprises. L'activité doit également être définie et associée à un ou plusieurs codes de la Classification Industrielle Internationale Uniforme (CIIU), qui conditionnent la fiscalité de la société.
2. **Trouver un comptable** : bien que non obligatoire pour la constitution, il est fortement recommandé de faire appel à un comptable local dès le départ. Il prépare les documents financiers exigés pour l'ouverture du compte bancaire et assure ensuite les obligations comptables et fiscales récurrentes.
3. **Enregistrement légal** : les statuts sont présentés à la Chambre de Commerce pour l'inscription au registre (RUES) et l'obtention du pré-RUT. La DIAN attribue ensuite le Numéro d'Identification Fiscale (NIT). L'enregistrement des apports en devises comme investissement étranger auprès de la Banque de la République est une étape à ne pas négliger ^[28].
4. **Ouverture d'un compte bancaire** : cette étape peut être complexe pour les étrangers ne disposant pas encore de cédula de extranjería. Les banques appliquent des contrôles de conformité stricts aux actionnaires étrangers et peuvent exiger des documents financiers détaillés. Des alternatives existent, comme travailler avec un résident colombien de confiance qui agira comme représentant légal.
5. **Facturation électronique et signature électronique** : obligatoires pour opérer, elles doivent être activées auprès de la DIAN dès le démarrage de l'activité ^[27].

L'une des exigences les plus importantes pour les entrepreneurs étrangers souhaitant s'installer en Colombie est l'obtention du **visa de migrant (M) en tant qu'associé ou propriétaire** (Visa M Socio o Propietario). Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas le capital total de la société qui compte, ni un engagement de chiffre d'affaires : le demandeur doit justifier d'une **participation propre au capital, effectivement libérée, d'au moins 100 salaires minimaux légaux** à la date de la demande ^[31]. Les actions acquises auprès d'autres associés (marché secondaire) ne sont pas prises en compte. Dans une SAS détenue à parts égales par deux étrangers, chacun doit donc libérer au moins ce montant.

Exigence de capital pour le visa M en 2026

Le salaire minimum mensuel légal (SMMLV) en Colombie pour 2026 a été fixé à 1 750 905 COP, soit une hausse de 23 % ^{[29][30]}. Le décret 1469 de 2025 qui le fixe a été suspendu provisoirement par le Conseil d'État en février 2026, puis repris au même montant par le décret transitoire 0159 de 2026. La suspension a été levée le 17 juillet 2026, mais un recours en nullité reste pendant : une décision au fond modifierait l'ensemble des seuils exprimés en pesos ^[29].

Élément	Montant 2026	Notes
Salaire minimum légal mensuel 2026	1 750 905 COP	Décret 1469 de 2025 (recours en nullité pendant)
Visa M associé : participation libérée requise (100 SMMLV)	175 090 500 COP	Participation propre du demandeur, en capital libéré ^[31]
Marge de sécurité recommandée (110 SMMLV)	192 599 550 COP	Pour absorber les variations de change et de valorisation ^[31]
Visa M investisseur : IDE enregistrée (650 SMMLV)	1 138 088 250 COP	Investissement direct enregistré à la Banque de la République ^[32]
Visa M investisseur : bien immobilier (350 SMMLV)	612 816 750 COP	Valeur minimale du bien acquis ^[32]

Deux précisions importantes. D'abord, il n'existe plus de visa de résident (R) direct pour les investisseurs depuis l'entrée en vigueur de la résolution 5477 de 2022 : le visa R s'obtient après cinq années continues sous visa M ^[33]. Ensuite, les sources divergent sur le caractère obligatoire de l'enregistrement de l'apport comme investissement étranger auprès de la Banque de la République pour le visa associé. La pratique la plus sûre consiste à faire venir les fonds de l'étranger par une banque colombienne et à les déclarer comme investissement étranger.

V. L'écosystème de soutien et les incitations : réseaux et programmes pour les étrangers

Politiques fiscales et avantages

Le gouvernement colombien garantit aux investisseurs étrangers les mêmes règles d'investissement qu'aux investisseurs nationaux ^[41]. Au-delà de ce traitement égalitaire, des incitations fiscales spécifiques existent pour stimuler les investissements dans des domaines jugés stratégiques, comme les énergies renouvelables (voir section III). Le taux général de l'impôt sur les sociétés est de 35 % en 2026.

L'un des dispositifs les plus connus est le régime des **zones franches**. Ces zones offrent des avantages fiscaux et douaniers aux entreprises impliquées dans la production de biens ou de services, sous réserve qu'elles respectent certaines conditions d'investissement et d'emploi. Attention : depuis la réforme fiscale de la loi 2277 de 2022, le taux réduit d'impôt sur le revenu n'est plus automatique pour les nouveaux usagers ^{[34][35]}.

Catégorie d'avantage	Avantage spécifique	Détails et implications
Avantages fiscaux	Taux d'impôt sur le revenu de 20 % sur les revenus d'exportation	Réservé aux revenus couverts par un plan annuel d'internationalisation signé avec le ministère du Commerce (MinCIT), à déposer avant le 30 septembre de l'année précédente. Le reste des revenus est imposé à 35 %. Les usagers qualifiés avant le 13 décembre 2022 conservent le taux de 20 % sans condition ^{[34][35]} .
Avantages douaniers	Exonération de droits de douane et de TVA	Aucun droit de douane ni TVA n'est perçu sur les biens introduits dans la zone franche ^[36] .
Stockage	Marchandises étrangères sans limite de durée	Les marchandises d'origine étrangère peuvent rester dans la zone franche pour une durée illimitée ^[36] .
Exportation	Possibilité d'exporter vers des pays tiers	Les entreprises peuvent exporter depuis la zone franche ou commercialiser sur le marché national de plus de 50 millions de consommateurs ^[36] .
TVA locale	Exonération de TVA sur les intrants	Exonération de TVA sur les matières premières, pièces et produits finis vendus depuis le territoire douanier national aux usagers industriels de la zone franche ^[36] .

Programmes d'accompagnement et incubateurs

L'écosystème entrepreneurial colombien est en pleine effervescence, avec 2 295 startups actives ^[22], et se classe au deuxième rang d'Amérique latine derrière le Brésil ^[21]. Cette vitalité attire les investisseurs internationaux : des fonds et accélérateurs comme Y Combinator, a16z, Kaszek ou Monashees

financent régulièrement des startups colombiennes, sans nécessairement disposer d'un bureau local [23]. Endeavor accompagne également les entrepreneurs à fort potentiel.

Localement, plusieurs structures offrent un soutien concret, du diagnostic de l'entreprise à l'accès à des réseaux d'investisseurs et de mentors :

- **Ruta N**, le centre d'innovation de Medellín, reste très actif : son programme Medellín Next 2026 a sélectionné 48 startups [37] ;
- **la Chambre de Commerce de Bogotá** propose un incubateur pour les projets en phase d'idée, l'accélérateur Innovalab Tech Accelerator, un programme de levée de capitaux et un réseau d'investisseurs (Red de Inversionistas) [38].

La présence de ces structures de soutien est un atout considérable pour les entrepreneurs étrangers, leur offrant un accès direct à l'expertise, aux financements et à la connectivité nécessaires pour s'implanter sur le marché colombien.

Réseaux d'affaires et d'expatriés

Pour les entrepreneurs francophones, un avantage non négligeable réside dans la solidité des relations bilatérales entre la Colombie et la France. La France compte 286 filiales d'entreprises en Colombie, qui emploient près de 125 000 personnes (données 2022) [25]. Ces liens économiques étroits sont renforcés par la présence de structures d'accompagnement telles que la **Chambre de Commerce et d'Industrie France Colombie (CCI France Colombie)** et **Business France**, dont le bureau de Bogota publie chaque année un Guide des affaires Colombie [40].

Ces organisations jouent un rôle clé en fournissant des services de prospection, de mise en relation avec des partenaires locaux et d'aide à l'implantation [40].

Par ailleurs, l'**Accord de Promotion et de Protection Réciproque des Investissements (APPRI)** entre la France et la Colombie, signé en 2014, est **en vigueur depuis le 14 octobre 2020** [39]. Il établit des normes internationales de non-discrimination et de protection contre l'expropriation sans compensation adéquate, offrant une couche de sécurité juridique fondamentale pour les investisseurs français. Ces réseaux constituent un soutien précieux pour naviguer dans l'environnement des affaires colombien, en réduisant les barrières administratives et culturelles.

VI. Conclusion et recommandations stratégiques

La Colombie offre en 2026 un environnement d'affaires riche en opportunités, dans un contexte macroéconomique en transition. La croissance a repris (2,6 % en 2025, +2,9 % au premier semestre 2026), mais elle s'accompagne d'une inflation encore élevée, d'un coût du crédit important et d'une situation budgétaire tendue. Le pays s'éloigne de sa dépendance aux industries extractives : près de 77

% des IDE se dirigent déjà vers d'autres secteurs, au premier rang desquels les services financiers et aux entreprises.

Les opportunités les plus prometteuses se trouvent dans les services, l'écosystème technologique, les industries créatives, les énergies renouvelables et la bioéconomie, qui bénéficient d'incitations ciblées et d'un écosystème de soutien en pleine maturité. Les « hubs » d'innovation de Bogotá et Medellín, qui concentrent plus des trois quarts des startups du pays, constituent des points d'entrée stratégiques pour toute personne souhaitant s'intégrer rapidement à l'écosystème local.

Pour concrétiser un projet, il est recommandé de :

- privilégier la **Société par Actions Simplifiée (SAS)** en raison de sa flexibilité et de sa simplicité pour les fondateurs étrangers ;
- **anticiper l'exigence de capital du visa M associé** (175 090 500 COP de participation libérée par associé en 2026) et structurer l'apport en conséquence, de préférence en devises enregistrées comme investissement étranger ;
- **vérifier l'éligibilité au taux réduit** avant d'opter pour une zone franche, ce régime étant désormais conditionné à un plan d'internationalisation ;
- s'appuyer sur l'expertise de professionnels locaux, comme des comptables et des conseils spécialisés, et tirer parti des réseaux bilatéraux franco-colombiens (CCI France Colombie, Business France) pour réduire les risques et accélérer l'implantation.

Bien que le pays offre un potentiel indéniable, il est important d'être conscient des défis persistants, notamment la lenteur de certaines procédures administratives et l'instabilité réglementaire de ces dernières années. Cependant, la présence d'un cadre légal protecteur (APPRI), la progression de l'écosystème de startups, plus rapide que la moyenne régionale, et la diversification des investissements confirment que la Colombie est un acteur majeur et en pleine maturation de l'entrepreneuriat en Amérique latine.

Sources citées

Consultées en octobre 2026.

1. La economía colombiana creció 2,6 % en 2025, Forbes Colombia (d'après le DANE), 16 février 2026.
<https://www.forbes.co/economia-y-finanzas/la-economia-colombiana-crecio-26-en-2025-por-debajo-de-lo-esperado>
2. Banco Mundial mejora su proyección de crecimiento para Colombia en 2027, Portafolio, octobre 2026.
<https://www.portafolio.co/economia/crecimiento/banco-mundial-mejora-su-proyeccion-de-crecimiento-para-colombia-en-2027-pero-advierte-por-estos-riesgos-503983>
3. FMI prevé que Colombia crezca menos que América Latina en 2026 y 2027, Forbes Colombia, 13 octobre 2026.
<https://forbes.co/2026/10/13/economia-y-finanzas/fmi-preve-que-colombia-crezca-menos-que-america-latina-en-2026-y-2027/>
4. Marco Fiscal de Mediano Plazo 2026, Portafolio, juin 2026. <https://www.portafolio.co/economia/marco-fiscal-de-medio-plazo-gobierno-mantiene-proyeccion-de-crecimiento-pero-aumenta-la-de-inflacion-para-el-496084>
5. PIB creció 3,5 % en el segundo trimestre del 2026, El Universal (d'après le DANE), 18 août 2026.
<https://www.eluniversal.com.co/economica/2026/08/18/pib-crecio-35-en-el-segundo-trimestre-del-2026-reporta-el-dane/>
6. Inversión extranjera cayó 16,2 % a US\$11.469 millones en 2025, Forbes Colombia, 2 mars 2026.
<https://forbes.co/2026/03/02/economia-y-finanzas/inversion-extranjera-cayo-162-a-us-11-469-millones-en-2025-y-acumulo-tres-anos-a-la-baja/>
7. Inversión extranjera directa llegó a US\$11.469 millones y cayó 33,2 % en cuatro años, La República, mars 2026.
<https://www.larepublica.co/economia/inversion-extranjera-directa-en-colombia-durante-2025-4339024>
8. Déficit externo de Colombia en el primer semestre de 2026, Bloomberg Línea, 1er septembre 2026.
<https://www.bloomberglinea.com/latinoamerica/colombia/deficit-externo-de-colombia-se-amplia-a-us5981-millones-en-el-primer-semestre-de-2026>
9. Baisse des IDE en 2024, liée au recul des investissements dans les secteurs traditionnels du pétrole et des mines, Direction générale du Trésor. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CO/colombie-baisse-des-ide-en-2024-liee-au- recul-des-investissements-dans-les-secteurs-traditionnels-du-petrole-et-des-mines>
10. Intervention du gouverneur de la Banque de la République devant le Congrès, 13 octobre 2026.
<https://www.banrep.gov.co/sites/default/files/publicaciones/archivos/lvillar-bogota-congreso-13-10-2026.pdf>
11. S&P rebaja calificación de Colombia por desequilibrios fiscales, Portafolio, avril 2026.
<https://www.portafolio.co/economia/finanzas/s-p-rebaja-calificacion-de-colombia-por-desequilibrios-fiscales-y-advierte-deficits-elevados-en-los-proximos-anos-491614>
12. Diferencia en segunda vuelta es la más estrecha de la historia, El Tiempo, juin 2026.
<https://www.eltiempo.com/politica/elecciones-colombia-2026/diferencia-en-segunda-vuelta-es-la-mas-estrecha-de-la-historia-segun-el-preconteo-menos-de-un-punto-porcentual-separo-a-de-la-espriella-y-cepeda-3565935>
13. Biodiversidad en Colombia : especies, datos y retos, Radio Nacional de Colombia (d'après Parques Nacionales), 22 mai 2024. <https://radionacional.co/actualidad/medio-ambiente/biodiversidad-colombia-especies-datos-y-retos>
14. Bioeconomía aportaría 10 % al PIB de Colombia en 2030, El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/negocios/bioeconomia-aportaria-10-al-pib-de-colombia-en-2030-FD22470216>
15. Loi 1715 de 2014 (texte consolidé, modifié par la loi 2099 de 2021), Secretaría del Senado.
http://www.secretariassenado.gov.co/senado/basedoc/ley_1715_2014.html
16. Mémoire justificatif, circulaire 043 de 2026 sur les incitations de la loi 1715, UPME.
https://docs.upme.gov.co/ServicioCiudadano/Documents/Proyectos_normativos/Memoria_justificativa_res_incentivos_Cir_043_2026.pdf

17. Grid upgrades critical for Colombian solar, pv magazine, 28 août 2026. <https://www.pv-magazine.com/2026/08/28/grid-upgrades-critical-for-colombian-solar/>
18. Tras subasta de asignación se sumarán 4.069 MW al sistema, La República, 23 mai 2026. <https://www.larepublica.co/economia/tras-subasta-de-asignacion-se-sumaran-4-069-mw-al-sistema-en-diciembre-de-2029-4399119>
19. Investment in Sustainability, ProColombia. https://procolombia.co/system/files/2024-05/sustainability_colombia_procolombia.pdf
20. La cultura generó 47,8 billones y 820.000 empleos en Colombia en 2025, según el DANE, El Espectador. <https://www.elespectador.com/el-magazin-cultural/la-cultura-genero-478-billones-y-820000-empleos-en-colombia-en-2025-segun-el-dane/>
21. Los países en América Latina con los mejores ecosistemas para startups en 2026, según StartupBlink, Bloomberg Línea, 20 mai 2026. <https://bloomberglinea.com/negocios/los-paises-en-america-latina-con-los-mejores-ecosistemas-para-startups-en-2026-segun-startupblink/>
22. Las startups del ecosistema local recibieron inversiones por casi US\$1.000 millones (KPMG Colombia Tech Report 2026), La República, 21 mai 2026. <https://www.larepublica.co/empresas/las-startups-del-ecosistema-local-recibieron-inversiones-por-casi-us-1-000-millones-4396696>
23. Yuno raises \$45M Series B, LatamList, 13 août 2026. <https://latamlist.com/yuno-raises-45m-series-b/>
24. CEO de Rappi evaluará el panorama en 2026 para salir a bolsa, Bloomberg Línea. <https://www.bloomberglinea.com/tecnologia/exclusiva-ceo-de-rappi-evaluara-el-panorama-en-2026-para-salir-a-bolsa/>
25. Colombie : repères économiques, fiche pays, Direction de la diplomatie économique (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), octobre 2025. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fichepays_colombie_20251107_1646_cle0ad91d.pdf
26. Investment in bioeconomy, Invest in Colombia. <https://investincolombia.com.co/en/resources/investment-in-bioeconomy>
27. Business in Colombia : guide 2026, Nexo Legal, mis à jour le 28 août 2026. <https://nexo.legal/es/business-in-colombia-guide-2026/>
28. Créer son entreprise en Colombie, Horizon Colombie. <https://horizoncolombie.com/creation-entreprise/>
29. Consejo de Estado revocó medida que suspendía provisionalmente decreto de salario mínimo 2026, Vanguardia, 17 juillet 2026. <https://www.vanguardia.com/colombia/2026/07/17/consejo-de-estado-revoco-medida-que-suspendia-provisionalmente-decreto-de-salario-minimo-2026/>
30. MinTrabajo fija transitoriamente el salario mínimo mensual legal del año 2026, Fenalco, 24 février 2026. <https://www.fenalco.com.co/blog/juridico-2/notijuridico-017-mintrabajo-fija-transitoriamente-el-salario-minimo-mensual-legal-del-ano-2026-8674>
31. Visa de socio o propietario en Colombia, Affirma Legal, 17 septembre 2026. <https://www.affirmalegal.com/blog/visa-de-socio-o-propietario-en-colombia/>
32. Visa M Inversionista, Cancillería de Colombia. <https://www.cancilleria.gov.co/node/26979>
33. Cambios a visas de residente en Colombia, Bloomberg Línea, juillet 2023. <https://www.bloomberglinea.com/latinoamerica/colombia/cambios-a-visas-de-residente-en-colombia-nuevas-barreras-para-invertir-y-vivir-en-el-pais/>
34. Guía de Zonas Francas 2026, Pérez-Llorca, avril 2026. <https://www.perezllorca.com/wp-content/uploads/2026/04/Guia-de-Zonas-Francas-2026.pdf>
35. Así puede mantener la tarifa preferencial del impuesto sobre la renta en zonas francas, Asuntos Legales. <https://www.asuntoslegales.com.co/consumidor/asi-puede-mantener-la-tarifa-preferencial-del-impuesto-sobre-la-renta-en-zonas-francas-con-nuevo-decreto-3799312>
36. Advantages of free zones in Colombia, Invest in Colombia. <https://investincolombia.com.co/en/resources/benefits-free-trade-zones-colombia-investors>

37. Ruta N announces the 48 startups that will join the Medellín Next 2026 program, Ruta N, 12 mars 2026.
<https://rutanmedellin.org/en/news/ruta-n-announces-the-48-startups-that-will-join-the-medellin-next-2026-program>
38. Startups, Cámara de Comercio de Bogotá. <https://www.ccb.org.co/servicios/haz-crecer-tu-empresa/startups>
39. Entrée en vigueur d'un accord sur la promotion et la protection des investissements entre la France et la Colombie, Direction générale du Trésor, 20 octobre 2020. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/10/20/entree-en-vigueur-d-un-accord-sur-la-promotion-et-la-protection-des-investissements-entre-la-france-et-la-colombie>
40. Guide des affaires Colombie (2025) de Business France, Direction générale du Trésor.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CO/guide-des-affaires-colombie-2025-de-business-france>
41. Investir en Colombie, Agence AD'OCC. <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/colombie/investir2>

Ce document est fourni à titre informatif et ne constitue pas un conseil juridique, fiscal ou migratoire individualisé. Pour un accompagnement personnalisé : <https://horizoncolombie.com/rendez-vous/>